



**ARRETE MUNICIPAL n°2023-30**  
**Reprise d'une concession**  
**temporaire cinquantenaire échue**  
**Concession 08-E GALVEZ**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu l'article L 2223-15 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 48 de l'arrêté municipal 2018-126 du 27 juin 2018,

Vu l'acte d'achat de la concession du 22 juillet 1970 de Monsieur Louis GALVEZ domicilié à Pont Pierre à Grésy-sur-Aix,

Vu le courrier d'abandon de la concession du 11 octobre 2021 de Monsieur Louis GALVEZ domicilié 18 rue de la cité à Aix-les-Bains,

Vu le courrier d'information de rétrocession de la concession du 30 novembre 2022 de Monsieur Florian MAITRE, Maire de la commune de Grésy-sur-Aix à Monsieur Louis GALVEZ,

Considérant qu'il convient d'assurer une rotation normale dans l'attribution des concessions temporaires consenties dans le cimetière pour l'attribution d'emplacement de sépultures.

Considérant que le délai légal des deux ans après la date d'échéance est dépassé.

Considérant que la dernière inhumation remonte à plus de 5 ans.

**ARRETE**

**Article 1 :** La concession cinquantenaire référencée sous le numéro 08-E dont le titulaire est Monsieur Louis GALVEZ, est arrivée à échéance le 22 juillet 2020.

**Article 2 :** La concession visée à l'article 1 dont le titulaire a exprimé le souhait de ne pas renouveler est reprise par la commune à compter de ce jour.

**Article 3 :** La famille peut récupérer les objets funéraires et signes religieux présents sur la concession dans un délai de 1 mois. Faute pour la famille de se conférer à cette disposition, il sera procédé d'office à l'enlèvement des objets et à leur destruction.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale, le service du cimetière.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 17 février 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 20/02/2023  
Notifié à l'intéressé le : 20/02/2023  
Certifié exécutoire le : 20/02/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.